

*
* *

Le fanatisme religieux et politique dans la province d'Ontario n'est pas encore désarmé. Le baromètre des esprits y garde fixement le même degré. C'est un état permanent d'ébullition que les courants d'air les plus froids ne sembleraient pouvoir calmer.

Depuis l'exécution de Scott par ordre du gouvernement provisoire du Nord-Ouest, Ontario fait entendre constamment les cris de sa colère et de son indignation. En vain des âmes bienveillantes l'invitent à mettre fin à cet état anormal d'effervescence, Ontario conserve précieusement son indignation comme le soldat tient haut et ferme sur les champs de bataille le drapeau que la patrie lui a confié. En vain on l'invite à ne pas avancer d'avantage sur le terrain des idées fixes à outrance, Ontario roule de plus en plus dans son indignation comme les roues d'un véhicule dans un borbier.

Le fait de cette indignation perpétuelle que rien ne peut enrayer et qui subsiste toujours malgré la fuite du temps, malgré les renversements de ministère, est un phénomène étrange que ne saurait expliquer aucun docteur ès-nature humaine.

Et pourtant la réalité est là sous nos yeux, vivante, implacable, facile à saisir et à disséquer. Elle prend toutes les formes et toutes les couleurs. Dans le foyer, dans les clubs, dans la presse, dans l'enceinte législative elle se dresse comme un spectre sanglant.

Le gouvernement de cette Province a même jugé à propos de mettre à prix la tête des exécuteurs du Poor Scott en votant une récompense de \$5,000; il a même jugé à propos de régenter Manitoba à ce sujet et de lui reprocher sa politique de conciliation.

Voici comment la Législature de Manitoba a accueilli cette impertinente démonstration. — "Résolu : Que cette Chambre ayant dans sa réponse au discours du Lieutenant-Gouverneur, à l'ouverture de la présente Session, exprimé son approbation cordiale de la politique suivie relativement aux troubles qui ont précédé notre union au Canada, regrette d'apprendre que la Législature d'une autre Province a passé une résolution critiquant et condamnant cette politique. Sous le gouvernement responsable octroyé à cette colonie, nous réclavons le droit d'administrer nos affaires à notre guise."